



PRÉFET DE L'EURE

**Arrêté n° DDTM/2011/ 249**  
**portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement**  
**des prélèvements en eau des forages de Chenappeville, des Coteaux**  
**et de la Vallée de l'Iton sur la commune d'ARNIERES SUR ITON**

**Le préfet de l'Eure**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU**

- le code de l'environnement;
- le code civil, et notamment son article 640;
- le code de l'expropriation et notamment les articles R.11-4 à R.11-14;
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;
- l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement;
- l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral DDTM/SEBF/11/057, portant répartition des compétences entre les services de l'Etat dans les domaines de la police et de la gestion des eaux superficielles et souterraines et de la police de la pêche et organisation de la Mission Inter-Services de l'Environnement dans le département de l'Eure;
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé par arrêté du Préfet Coordonnateur du Bassin du 20 novembre 2009;
- l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 relatif à la mise en œuvre du 4<sup>e</sup> programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole;
- Le rapport de l'hydrogéologue agréé de septembre 2010;
- L'arrêté préfectoral du 18 février 2011 prescrivant l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaires prescrites au titre des dispositions du code de la santé publique et du code de l'expropriation;

- la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 11 janvier 2011, présentée par le Grand Evreux Agglomération - enregistrée sous le n° 11003 et relative aux forages d'Arnières sur Iton;
- l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 16 mars 2011 au 16 avril 2011;
- le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 17 juin 2011 ;
- La délibération du 30 septembre 2010 du conseil communautaire du Grand Evreux Agglomération demandeur et Maître d'ouvrage et le dossier constitutif de la demande d'autorisation;
- le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 10 novembre 2011;
- l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Eure, lors de sa séance du 7 décembre 2011;
- le projet d'arrêté adressé au Grand Evreux Agglomération en date du 13 décembre 2011 ;
- la réponse du Grand Evreux Agglomération en date du 27 décembre 2011 et la délibération du 14 décembre 2011;

**Considérant :**

- l'importance vitale de la ressource en eau potable;
- la difficulté à trouver de nouveaux sites de production offrant une productivité satisfaisante et bénéficiant d'une qualité en conformité avec la réglementation en vigueur;
- le contexte hydrogéologique vulnérable du département de l'Eure ;
- la nécessité, par ailleurs, de limiter l'incidence sur le milieu aquatique de ces prélèvements d'eau potable.

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **A R R E T E**

**Article premier :Objet**

Le Grand Evreux Agglomération représentée par son président, Monsieur Michel Champredon, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à effectuer les prélèvements permanents issus des puits sis aux lieux-dits « Chenappeville », «Les Coteaux de l'Iton» et «La Vallée de l'Iton» sur la commune d'Arnières-sur-Iton – indices BRGM: «Chenappeville»(F5.6: 01505X0006 et F5.7: 01505X0007), «Les Coteaux de l'Iton» (F14: 01498X0061, F15: 01498X0062, F16: 01498X0063 et F9: 01498X0064), «La Vallée de l'Iton» (F3: 01505X0125, F7: 01505X0126, F8.1: 01505X0127 et F8.2: 01505X0128),et l'Hippodrome (F2:01505X0010 et F1: 01505X0005);

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>
<b>1.1.2.0</b>	<p>Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :</p> <p>1° Supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup> / an (A) ;</p> <p>2° Supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> / an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an (D).</p>	<b>Autorisation</b>

## **Article 2 : autorisation de prélèvement**

Le maître d'ouvrage est autorisé à prélever les volumes suivants:

		<b>Volume horaire (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Volume journalier (m<sup>3</sup>/j)</b>	<b>Volume annuel (m<sup>3</sup>/an)</b>
HIPPODROME	F1 - 01505X0005	500	10 000	365 000
	F2 - 01505X0010			
VALLEE DE L'ITON	F 3 - 01505X0125	250	5.000	1.825.000
	F 7 - 01505X0126	258	5.160	1.883.400
	F 8.1 - 01505X0127	90	1.800	657.000
	F 8.2 – 01505X0128	230	4.600	1.679.000
COTEAUX DE L'ITON	F 9 – 01498X0064	40	800	292.000
	F 14 – 01498X0061	60	1.200	438.000
	F 15 – 01498X0062	50	1.000	365.000
	F 16 – 01498X0063	40	800	292.000
CHENAPPEVILLE	F 5.6 – 01505X0006	800	16.000	5.840.000
	F 5.7 – 01505X0007			
TOTAL GENERAL		1.818	36.360	13.271.400

## **Article 3 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris autocontrôle)**

### **3-1 surveillance**

Le débit prélevé doit faire l'objet d'une mesure continue à l'aide d'un compteur volumétrique.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

Une surveillance des niveaux de la nappe d'eau souterraine est effectuée sur les piézomètres PZ1, PZ2, PZ8, PZ30, PZ31, PZ32 et PZ33 (Référence : Gaudriot – Diversification de l'AEP, recherche en eau, notice d'incidence – 1NRM281000010-EN 40466d – page 53).

### **3-2 communication des résultats**

Le bénéficiaire, le cas échéant par l'intermédiaire de son mandataire, communique au préfet dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile, une synthèse du registre ou cahier visé à l'article 3-1, indiquant :

- les valeurs ou les estimations des volumes prélevés mensuellement et sur l'année civile ou sur la campagne ;
- pour les prélèvements par pompage, le relevé de l'index du compteur volumétrique, en fin d'année civile ;
- les incidents d'exploitation rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en œuvre pour y remédier.

Un dispositif de surveillance doit être mis en place par la collectivité, dès la mise en service des installations, et sans limitation de durée. Il doit comprendre :

**Les résultats du suivi piézométrique visé à l'article 3-1 sont adressés mensuellement au service chargé de la Police de l'Eau et à la DREAL.**

**Le forage de l'Hippodrome fera en particulier l'objet d'une analyse semestrielle de la qualité de l'eau de type RP de l'annexe I de l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique**

### **Article 4: Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Un plan d'alerte et de secours entre la gendarmerie, les pompiers, la mairie, le Grand Evreux Agglomération doit être fourni à la préfecture dans un délai d'un an. Il consiste à :

- décrire la procédure d'alerte et d'intervention afin que le pompage soit arrêté dès qu'un accident à l'intérieur du périmètre rapproché a lieu ;
- faire l'inventaire des dispositions pratiques à prendre en cas de mise hors service des forages (pour cause de pollution, sécheresse, panne grave, ...).

## **Article 5: Prescriptions particulières**

Le Grand Evreux Agglomération doit respecter les prescriptions suivantes:

- réalisation d'une cimentation annulaire entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel;
- aveuglement par cuvelage et cimentation des ouvrages non exploités dans le cas où l'ouvrage traverse plusieurs aquifères superposés (En aucun cas, un ouvrage ne doit permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés).
- mise en place d'une margelle avec une pente vers l'extérieur, d'une surface minimum de 3 m<sup>2</sup>, et d'une hauteur minimum de 0,30 m au dessus du terrain naturel (si l'ouvrage est situé dans un local, cet aménagement n'est pas obligatoire). la tête de l'ouvrage doit s'élever de 0,5 mètre au-dessus du terrain naturel ou de 0,2 m s'il est situé à l'intérieur d'un local.
- installation d'un capot verrouillé sur la tête de l'ouvrage.

## **Article 6: Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

## **Article 7: Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## **Article 8: Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou

faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 9: Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 10: Cessation définitive des prélèvements**

En cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Dans ce cas, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage. Ces travaux sont réalisés dans le respect des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement dans les eaux souterraines, conformément aux prescriptions générales applicables aux sondages, forages, puits et ouvrages souterrains soumis à déclaration au titre de la rubrique " 1.1.1.0 ".

#### **Article 11: Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 12: Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 13: Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Eure, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Eure.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de la commune de Vernon.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de l'Eure, ainsi qu'à la mairie d'Arnières sur Iton et au siège du Grand Evreux Agglomération.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Eure pendant une durée d'au moins 1 an.

#### **Article 14: Voies et délais de recours**

Sans préjudice de l'application des articles L515-27 et L553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L514-6 et aux articles L211-6, L214-10 et L216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

#### **Article 15: Exécution**


Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, la directrice départementale des territoires et de la mer de l'Eure, le directeur de la délégation territoriale de l'Eure de l'agence régionale de santé Haute Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure et notifié à monsieur le président du Grand Evreux Agglomération.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie;
- M. le directeur de la délégation territoriale de l'Eure de l'agence régionale de santé de Haute Normandie;
- M. le technicien de l'environnement, chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques;
- M. le président de la fédération des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique du département de l'Eure;
- M. le directeur régional de la S.N.C.F,
- M. le directeur Départemental des Services Fiscaux;
- M. le président de la Chambre d'agriculture de l'Eure ;
- M. le président du Conseil Général de l'Eure
- M. le maire d'Arnières sur Iton
- M. le maire d'Aulnay sur Iton
- M. le maire de Saint Sébastien de Morsent
- M. le maire de La Bonneville sur Iton
- M. le maire des Baux Sainte Croix,
- M. le maire des Ventes.

Evreux, le **16 JAN. 2012**

Le Préfet,



Dominique SORAIN

